



**Conseil académique du SNES-FSU Midi-Pyrénées
Mardi 16 octobre 2012
Lycée Rive gauche à Toulouse**

« Etats généraux du Second degré » : Synthèse académique

Cette CAA élargie aux S1 et la section académique a, en outre, invité des représentants du SNEP et du SNUEP. Daniel Robin, co-secrétaire général national est venu participer aux débats ; il a introduit le débat, et rappelé le contexte et les enjeux de ces Etats généraux.

En accord avec les participants et suite à la remonté des sujets qui ont constitué l'essentiel des discussions dans les départements, le Conseil académique a décidé d'aborder plus particulièrement 3 thèmes :

- Le collège : Etat des lieux, quel avenir ? Comment faire réussir tous les élèves ?
- Le lycée : Comment construire un lycée diversifié, quels leviers pour la démocratisation ?
- Les personnels et leurs métiers : recrutements, revalorisation, statuts, formation, précarité.

La démarche

Elle a été la suivante : Heures syndicales dans les établissements, réunions dans les S2 avec synthèse départementale envoyée au S3. Pratiquement tous les départements ont transmis leur synthèse dans les temps (46, 81, 31, 12, 65, 82 et 09).

En préambule et comme cela a été fait dans un des départements, nous dénonçons l'absence de concertation des personnels par le ministère dans le cadre du rapport sur la « refondation » de l'école. De même, le second degré n'a pas été associé aux assises de l'enseignement supérieur, alors qu'une part importante du post-bac est assuré dans les lycées.

Comment imaginer une nouvelle loi d'orientation pour l'école sans même un temps banalisé dans les établissements ? Dans ces conditions la légitimité de ce rapport est pour nous sérieusement obérée.

Le collège

Le collège a assuré pendant de nombreuses années un rôle majeur dans la construction de la mobilité sociale des élèves. Depuis plus de 15 ans, c'est la stagnation, avec beaucoup d'élèves en difficulté et une demande énorme de la nation : prendre en charge et faire réussir des élèves très hétérogènes, issus de cultures très différentes tout cela dans un contexte continu de crise structurelle avec un chômage

de masse.

De plus, un discours pervers renvoie au collège la responsabilité de l'échec de 15% à 20% d'élèves alors que celui-ci naît au primaire. Cependant, le collège ne parvient pas à le contrecarrer.

Le problème du sens de cette scolarité est pointé chez beaucoup d'élèves. Les familles, en milieu rural ou ailleurs, manquent parfois d'ambition, et tendent à un repli sur soi. L'accès à la culture apparaît difficile, notamment dans les zones rurales (prix des transports).

Comment faire en sorte que le collège puisse être le puissant creuset de démocratisation auquel nous aspirons ?

Les collègues enseignant en collège sont sous pression, fatigués par la multiplication des prescriptions qui leur tombent dessus.

En plus, le collège a relevé ces dernières années le défi d'intégrer des élèves souffrant de handicap (ULIS), intention louable mais dans les faits très difficile dans des classes déjà pleines et sans formation des personnels.

Ils sont dans le doute aussi et certains pensent qu'une sélection des élèves est indispensable au sein du collège. Souvent ce sentiment est dicté par l'impuissance à faire cohabiter au sein de classes à 29 ou 30 élèves des jeunes au niveau scolaire totalement différent. Le manque cruel de moyens, l'absence généralisée de manuels scolaires sont souvent dénoncés. Face à ce désarroi, il y a plus de questions de réponses, d'autant que ressort aussi le sentiment que la culture que nous leur proposons est de plus en plus éloignée de celle des enfants et qu'en tout cas, leur adhésion à celle-ci est de plus en plus difficile. D'ailleurs la notion même de culture explose : la culture scolaire est d'ailleurs largement remise en cause aujourd'hui.

Quelques pistes que nous avons tenté de hiérarchiser

- La question des effectifs par classe est la clé de voûte. Sans baisse significative de ceux-ci, aucune amélioration ne sera possible.
- Exigence de retour d'une carte scolaire qui crée la mixité partout pour que les enfants vivent ensemble. Il s'agit de casser les ghettos qui se sont installés.
- Education prioritaire : demande de la fin des dispositifs ECLAIR.
- Rejet du socle commun et de la logique de tri qui en découle. Même si l'idée de définir clairement les attendus qu'on peut avoir à la sortie des élèves en troisième, en sus des programmes, n'est pas à rejeter, le socle commun avec son outil d'évaluation (LPC) n'est pas adapté et crée des effets dévastateurs sur la structuration des enseignements.
- Le collège doit rompre avec une organisation « de masse » où l'élève est noyé dans une structure trop importante. Un maximum de 400 élèves et 16 classes par établissement paraît raisonnable.
- Besoin urgent de réaffirmer la place du collège dans le second degré, contre les projets « d'écoles du socle » qui sont sans cesse évoqués dans nos instances académiques et départementales. La primarisation est une fausse bonne réponse aux problèmes du collège et cache des intentions peu louables dont nous avons tous conscience : flexibilité de gestion des personnels, décentralisation, autonomie des établissements...
- Rupture avec une politique « du chiffre » autour de la contractualisation.
- Une équipe doit être constituée autour de l'élève (personnel enseignant, vie scolaire, médical, social, orientation...) Cette équipe doit se réunir en conseil de classe tous les 15 jours minimum pour faire le point sur les élèves la classe. Les élèves doivent avoir le sentiment d'être suivis par une équipe unie d'adultes.
- Besoin de travailler régulièrement en effectif allégé, en dédoublements.

- Enorme ras-le-bol de toutes une séries de tâches qui sont chronophages et qui nous éloignent du cœur de métier, souvent vécues comme inutiles (B2I, PPRE, LPC, Conseil pédagogique, etc...)
- Dérive du Brevet des collèges qui a perdu son cadrage national, avec notamment l'épreuve maison d'Histoire des Arts. Idem pour la note de vie scolaire.
- La perte de crédit du brevet produit par contrecoup une perte de crédit du collège en général.
- Réaffirmation forte du cadre disciplinaire dans l'acquisition d'une culture commune.
- Le refus péremptoire du redoublement, sans dispositif de remédiation alternatif efficace, aboutira à la mise en place d'une école à deux vitesses.
- Il importe de donner du temps pour donner du sens aux enseignements : les nouveaux programmes apparaissent souvent irréalisables comme en Histoire/Géographie, accumulation de notions. La demande est générale d'une remise à plat des programmes ; une large concertation doit être organisée.
- Il ne faut pas s'interdire de repenser les volumes horaires des disciplines enseignées au collège ainsi que les disciplines elles-mêmes.
- La réussite se fait d'abord au sein de la classe, les collègues réfutent les dispositifs tendant à renvoyer l'aide aux élèves en difficulté uniquement en dehors de la classe. L'aide aux élèves est un droit pour l'élève. A ce titre il doit être pris en charge par l'éducation nationale.
- Des études obligatoires doivent faire partie de l'emploi du temps de l'élèves : en petits groupes, assurées selon les besoins des élèves par des professeurs ou des surveillants. Il faut accompagner le travail personnel des élèves si l'on veut une réelle démocratisation).

Le lycée

En panne de démocratisation

La volonté de faire réussir un maximum de lycéens ne doit pas cacher une réelle discrimination entre les séries générales et technologiques. On note une sur-représentation des enfants issus des classes sociales les plus modestes dans la filière technologique et surtout professionnelle ; la mixité sociale est pour l'instant un vœu pieu. Si la massification est incontestable au lycée, la question de la baisse ou du niveau des élèves sortant du lycée reste posée, et est difficile à trancher ; toutefois, il est clair que le bac n'est plus une garantie de réussite dans l'enseignement supérieur, ce qui pose la question de son statut : premier grade universitaire ou diplôme de fin d'études secondaires ? Les collègues restent toutefois très attachés à ce diplôme, et ne veulent pas de la mise en place d'un examen essentiellement local (TPE, épreuves de langues, TP), ce qui ouvre la porte à toutes les dérives (arrangements locaux, pressions, perte de sens, accentuation de la compétition entre les établissements).

De plus, au sein même des séries générales s'amplifie une hiérarchisation sociale au profit évidemment de la série S, série d'excellence qui regroupe tous les meilleurs élèves d'un établissement. En cause notamment la suppression totale des mathématiques et des options d'enseignement scientifique en série littéraire. La série L devient ainsi un refuge pour les moins bons élèves, qui ne se sentent pourtant pas spécialement de goût pour les études littéraires, contribuant encore plus à la dévaloriser.

Les réformes du lycée (Chatel et bac Pro) sont fortement remises en cause. Malgré le silence de la concertation sur le sujet, de nombreux problèmes se posent en lycée, et il n'est pas possible de les passer sous silence, ou de se contenter d'aménagements à la marge de l'existant.

- Accentuation de la mise en concurrence des établissements et des conditions de travail très variées, qui accentuent encore des écarts entre les territoires. (Apparition d'EDT des élèves et des profs déstructurés voire antipédagogiques, contrôle continu qui perturbe l'année et se substitue à l'examen anonyme et national du bac, notamment à cause des LV et des TP, éclatement du groupe classe, marginalisation des options et des nouvelles disciplines à cause de l'horaire des EE, ...).
- L'AP cristallise beaucoup de problèmes : devenue uniquement moyen de gestion et d'ajustement, elle est sans intérêt pour les élèves et pour les collègues. Les collègues expriment leur intérêt pour des dispositifs d'aide ancré dans la discipline, en groupes réduits, dans un cadrage national fort. L'AP et ses dispositifs annexes déshabituent les élèves de l'exigence disciplinaire et de l'évaluation, c'est à dire de la mesure des efforts à consentir, alors même que le disciplinaire est au coeur du baccalauréat. A ce sujet, les collègues s'inquiètent de voir des élèves réussir des baccalauréats avec de très mauvaises notes dans les disciplines qui en assurent la coloration.
- Destruction de la voie technologique dénoncée par les collègues, qui sont en situation de survie pédagogique, sans aucun recul par rapports aux notions à faire passer aux élèves ; leur formation, insuffisante, a surtout consisté en des réunions formelles, sans réflexion pédagogique solide. Leur changement de discipline est une souffrance profonde et un grand désarroi.
- Le pilotage par le chiffre, installé par la réforme (et le continuum Bac-3, Bac+3 qui impose une gestion des flux plus que des acquis), conduit à des aberrations pédagogiques, dans l'orientation, dans l'organisation quotidienne. Les collègues, pressés d'injonctions contradictoires, se sentent culpabilisés et en échec.
- La réforme du bac Pro 3 ans a conduit à une baisse nette des résultats des élèves à l'examen, et conduit aussi à une baisse des effectifs (jusqu'à 15%).

Le cas des langues

La réforme de l'enseignement des langues est mal vécue par les professeurs de ces disciplines. Les modalités d'évaluation sont pour l'instant très complexes, et mal éclairées par des épreuves zéro qui n'existent pas ou qui ne sont pas adaptées au contenu d'enseignement. Ces professeurs ont l'impression de mener une classe vers un objectif qu'ils n'ont pas encore eux-mêmes bien saisis, ou qu'ils jugent inatteignable. Surtout, le regroupement dans une même classe d'élèves de différentes séries et devant passer des épreuves différentes au bac leur semble scandaleux ! Ils se retrouvent avec des classes de parfois 30 élèves et doivent gérer une hétérogénéité de niveaux et de contenus qui rend leur charge de travail insupportable. Il ne fait aucun doute pour ces enseignants que cette façon de travailler qu'on leur impose n'a aucune justification pédagogique et ne vise qu'à regrouper le maximum d'élèves dans une même salle, afin d'économiser des postes. Les corps d'inspection n'ont pas été en mesure d'apporter des réponses aux problématiques soulevées par les collègues : le bachotage, que la réforme voulait éliminer, en ressortira grandi...

Quant à l'individualisation promise, il n'y a aucune prise en charge individuelle dans le cadre de l'AP qui est dénoncée partout, aucun rééquilibrage des filières générales avec au contraire une domination renforcée de la filière S, le problème des effectifs reste entier avec la fin des dédoublements de droit et la gestion locale des GER qui servent souvent à combler les trous de la DHG.

Critique de l'autonomie des lycées jugée dévastatrice.

Alors qu'aujourd'hui 30% de la DGH laissé à l'appréciation locale, il est indispensable de revenir à un cadrage national des horaires (en classe entière et en demi-groupe) pour plus d'égalité sur le territoire et pour mettre fin à la

concurrence entre les disciplines et les établissements. C'est un point non négociable, et la nocivité de ce dispositif doit continuer d'être dénoncée, en associant les parents d'élèves qui commencent à percevoir les dangers et les mensonges.

Le pilotage par projets et objectifs doit être lui aussi abandonné car il est vertical et va paradoxalement à l'encontre de la coordination volontaire et dynamique des équipes pédagogiques.

Le baccalauréat

Quel avenir et quelle valeur pour le bac ? S'agit-il encore d'un diplôme national, ayant la même valeur qu'il ait été attribué à Paris, en Seine saint Denis ou sur l'île de la Réunion ? Beaucoup de collègues en doutent. Il faut signaler que la partie de contrôle en cours de formation dans l'obtention du bac ne cesse d'augmenter au fil des réformes. En langue par exemple, ce sont maintenant les enseignants de l'établissement qui vont évaluer leurs propres élèves dans le cadre du CCF (contrôle en cours de formation).

Programmes

Il faut revoir les programmes et les disciplines enseignées dans les séries : exemple : besoin de maths en 1eL. Il y a souvent désadéquation entre les objectifs affichés des programmes, l'urgence pédagogique qui doit prendre en compte la réalité des élèves, et les sujets d'examen. Le « pilotage par l'examen » heurte violemment les attendus des programmes, et met les collègues en situation d'arbitrage individuel, sans appui par les corps d'inspection, devenus des VRP des réformes.

Des Personnels et des métiers

Le statut

- La question du Statut revient sans arrêt dans les débats : le statut reste perçu comme garant de la neutralité du fonctionnaire, de la qualité du service public et l'égalité sur les territoires. Ce statut doit fixer un service hebdomadaire et garantir le respect de la discipline de recrutement.
- Attachement viscéral à la monovalence et à la qualification disciplinaire.

Service et conditions de travail

- Multiplication des postes à cheval qui explosent dans nos départements avec tous les effets désastreux sur les personnels mais aussi sur les élèves et les établissements : pas d'affectation sur plus de deux établissements.
- Problème des TZR : amélioration du Statut ? : protection des personnels.
- Explosion de la précarité : contractuels, vacataires.
- Vie scolaire, infirmière, co-psy... : Maintien et renforcement des personnels qualifiés indispensables à la prise en charge des élèves.
- Demandes de soutien plus net de la hiérarchie lors de mise en causes par des parents ou des élèves.

Revalorisation

- le constat actuel : paupérisation de la profession, alourdissement important de la charge de travail ces dernières années. Multiplication des tâches « annexes », réunions en tout genre, alourdissement des effectifs (à ce sujet, un recensement des situations réelles par l'institution est demandé). Ce travail supplémentaire doit enfin être pris en compte dans les salaires.
- Une priorité absolue qui revient sans cesse : nécessité urgente d'une revalorisation générale, à travers l'augmentation du point d'indice et la reconstruction des grilles pour éviter le décrochage avec le reste de la FP.

La revalorisation des personnels participent en premier lieu d'une revalorisation des métiers de l'éducation, de leur attractivité.

- Refus de l'individualisation des rémunérations à travers les HS notamment.
- Baisse du temps de travail avec, par exemple, 17H + 2 de concertation ?
- Le lien est clair pour beaucoup entre la crise actuelle de recrutement et les questions salariales et de conditions de travail.

Formation/Recrutement/Entrée dans le métier

- Prérecruter pour attirer de nouveau les étudiants vers l'Education Nationale.
- Faire en sorte que des étudiants de toutes les catégories sociales puissent être recrutés pour devenir enseignants.
- La possibilité d'un retour du concours nécessitant une licence pour s'inscrire est perçu comme un déclassement supplémentaire.
- Il faut surtout renforcer l'attractivité des métiers (amélioration des conditions de travail : temps de concertation, de formation ; salaires) pour lutter contre la crise des vocations.
- Retour à une vraie formation initiale qui procède par allers-retours pour les stagiaires (1/2 poste environ devant élèves, la décharge actuelle étant très insuffisante) avec un encadrement dans les établissements par un professeur tuteur (conseiller pédagogique). Décharge pour le professeur tuteur avec au moins une classe du stagiaire dans laquelle le tuteur peut se rendre à tout moment (donc emploi du temps déchargé) et des créneaux de concertation
- Retour de la formation continue : perçue actuellement comme service-après-vente des réformes, elle n'est pas à la hauteur des besoins (adaptation aux publics, aux évolutions du métier, besoins de réflexions/échanges sur les pratiques, l'appropriation des nouveaux programmes). Elle devrait également être ouverte aux non-titulaires. Le retour de volumes de congés de formation massifs est réclamé. Demande d'une formation continue avec des liens renforcés Recherche/Formateurs/Profs, tout au long de la carrière, pour permettre des progrès réguliers dans les pratiques.

ENT/TICE/Equipements informatiques

- Recrutement de personnels qualifiés sous statut de la Fonction Publique pour s'occuper du matériel et du réseau informatique.
- Dénonciation de la gabegie financière que constitue ces outils peu pratiques (interfaces, mais aussi TBI ou achats d'Ipad), qui surajoutent souvent des tâches nouvelles (double tenue du cahier de texte par exemple).
- Dénonciation des risques de contrôle induits par les ENT, et sentiment qu'il profite surtout à l'administration, qui se trouve déchargée de certaines tâches, aux dépens des collègues. Renforcement du sentiment de contrôle à distance, permanent.
- Craintes fortes sur les risques d'intrusion des familles dans la vie personnelle, sans protection de la hiérarchie, sur la confusion des temps de travail et personnels. Une demande forte de cadrage sérieux et réaliste émerge plutôt que de laisser se développer des expérimentations sauvages (entre les mains de quelques passionnés qui imposent leurs vues), aux effets dévastateurs pour les collègues (sentiment de disponibilité permanente, etc).
- Emerge également l'idée que le tout-TICE n'est pas la panacée pédagogique. Le tri entre ce qui relève du gadget et ce qui profite réellement aux apprentissages n'est pas encore fait, alors que les injonctions d'utilisation se multiplient (Inspections, Collectivités locales qui contrôlent les statistiques d'utilisation des ENT, voir qui provoque leur hausse par des points de passages obligés, etc.).

- Les ENT sont aussi perçus comme pouvant générer des effets pervers dans la relation parents/enfants (perte de lien, flicage, refus du dialogue éducatif,...)

Evaluation

Surtout ne pas faire du Chef d'établissement le seul évaluateur. Faire évoluer pour que des visites plus régulières soient organisées, sous la forme de "visites conseil". Il y a un rejet des modalités actuelles de l'inspection, exercice formel, qui ne permet pas de progresser dans sa pratique, ni d'aborder sérieusement les questions pédagogiques. Le fonctionnement actuel ne satisfait plus personne, mais le principe de l'inspection doit être maintenu. Demandes ponctuelles de déconnexion entre évaluation et carrière.

Santé/Mobilité

- Mise en place, enfin d'une véritable médecine du travail dans l'EN. Le constat est fait d'une augmentation des recours aux assistantes sociales (problèmes financiers, de stress, de « burn-out », de perte de sens du métier, surtout à partir de 50 ans), beaucoup plus sollicitées par le 2nd degré que le 1er.
- Possibilités réelles de mobilité de carrière, y compris hors EN : cette question devient prégnante, en raison de la dégradation vécue de nos métiers. A cette fin, des actions d'accompagnement doivent être inscrites dans le cadre de la formation continue : les bricolages actuels sont très insatisfaisants.
- Retour à une CPA selon l'ancien système, pour apporter une réponse à des fins de carrières très difficiles. Le départ en retraite, retardé, e fait de plus en plus souvent, dans des conditions difficiles.